

# ARCOHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



sécheresse dans le Haut-Var, France, printemps 2023

AZB 4001 Baïe  
Forum Civique Européen, 4001 Baïe  
Post CH AG

HAUT-PARLEUR

## Appel pour l'eau

**Pour renforcer les alliances internationales et soutenir les luttes contre les méga-bassines en France. Ces 24, 25 et 26 mars 2023, plus de 25.000 personnes se sont rassemblées dans le Marais poitevin, la deuxième plus grande zone humide de France, pour une mobilisation internationale contre les projets de «méga-bassines». Ces cratères géants d'une dizaine d'hectares remplis en puisant dans les nappes phréatiques incarnent le maintien coûte que coûte d'un modèle agro-industriel qui écrase les paysan·nes et détruit les milieux de vie.**

Déjà mis en place au Chili depuis quelques décennies, leurs effets y sont dévastateurs: les milliardaires propriétaires de cultures d'avocats s'accaparent l'eau pour remplir des méga-bassines tandis que les villages alentour sont ravitaillés en camion-citerne. «*No es sequia, es saqueo!*», résume le slogan populaire qui résonne du Chili au Mexique – Ce n'est pas une sécheresse, c'est un pillage!

Pollution, surexploitation, marchandisation, accaparement, bouleversement des cycles de l'eau: partout dans le monde la situation est critique. Alors que la pénurie d'eau affecte 40% de la population mondiale, les géants de l'agro-alimentaire Danone, Nestlé ou Coca-Cola s'approprient les eaux de sources, privant les peuples autochtones du Mexique, des États-Unis et du Canada de leurs eaux, pour la vendre à prix d'or dans des bouteilles en plastique. Ailleurs, se multiplient également mines et grands barrages qui détruisent les ter-

ritoires encore peuplés par des communautés paysannes et autochtones, à l'unisson avec les injonctions capitalistes à «décarboner» les économies.

Malgré la «guerre de l'eau» de Cochabamba en Bolivie en 2000, les contre-sommets, la reconnaissance du droit à l'eau en 2010 par l'ONU, les privatisations et la financiarisation de l'eau n'ont cessé de progresser. L'eau est même entrée en bourse en 2020. Face à cette offensive écocide sur l'eau, les terres et nos moyens de subsistance, les luttes pour l'eau continuent d'essaimer et de se lier à travers le monde.

Certain·es d'entre nous étions donc présent·es physiquement à Sainte-Soline en France ce 25 mars, pour faire résonner et internationaliser nos combats. Nous, militant·es du Chili en lutte contre le saccage de nos écosystèmes par le néolibéralisme autoritaire, du Mali et d'Afrique de l'Ouest en lutte pour récupérer

nos terres contre les accaparements, du Kurdistan opposé·es à la guerre implacable menée par le régime d'Erdogan en Turquie qui se sert de l'eau comme d'une arme, autochtones *yukpa* d'Abya Yala en lutte pour l'autodétermination de nos peuples face à un système colonial et extractiviste, de la nation Lakota, du Mexique, des centres sociaux du nord-est de l'Italie ou du NoTAV, de France et d'Europe impliqués dans des centaines de luttes territoriales contre des projets destructeurs. D'autres étaient présent·es à travers la chaleur de nos cœurs et de nos pensées.

Face à cette mobilisation inédite, le gouvernement français a décidé d'interdire la manifestation et de déployer plus de 3200 gendarmes pour protéger le projet mortifère de méga-bassines. Plus de 5000 grenades ont été tirées sur les manifestant·es en 2 heures (soit une grenade toutes les deux secondes), blessant et mutilant près de 200 personnes, dont plusieurs dizaines gravement. Aujourd'hui un manifestant est encore dans le coma, entre la vie et la mort. Le gouvernement français a annoncé la «dissolution» des «Soulèvements de la Terre», l'une des organisations à l'initiative de la manifestation.

Ces scènes très brutales nous rappellent la triste réalité dont nous faisons l'expérience sur nos territoires et nos continents, à différents degrés: nous assistons partout à la recrudescence ou au renforcement des autoritarismes, de la répression et de la criminalisation de celles et ceux qui s'opposent aux destructions en cours, ainsi qu'aux logiques capitalistes et impérialistes qui y président.

Mais on ne peut pas dissoudre le mouvement des peuples de l'eau, on ne peut pas dissoudre une révolte vitale qui grandit et résonne par-delà les frontières et les langues!

C'est pourquoi nous, acteurs/trices de luttes pour le vivant, paysan·nes, défenseurs/euses des droits humains et de l'environnement, personnalités publiques, syndicats, collectifs, organisations issues de différents continents, appelons à un soutien international massif à la lutte pour l'eau et contre les méga-bassines en France. Nous appelons à dénoncer la répression par le gouvernement français du mouvement social et écologiste.

Notre soutien s'étend à toutes celles et ceux qui luttent à travers le monde contre l'accaparement, la privatisation, la pollution de l'eau, et pour son juste partage et sa protection en tant que commun inaliénable!

Dans cette perspective, nous appelons donc également au respect des déclarations de l'ONU sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) et sur les droits des paysan·nes et

des autres personnes travaillant en zone rurale (UNDROP).

Depuis l'eau qui coule à travers nos veines, les rivières des bassins-versants qui font vivre nos territoires et les fleuves qui relient nos géographies, nous appelons à renforcer les rencontres et alliances internationalistes pour défendre l'eau, les terres et les communs qui portent la vie. Face à toutes les formes de répression et d'autoritarisme, notre solidarité est comme l'eau qui ruisselle: porteuse de vie et de liberté, elle ne connaît pas de frontières!

Vous trouverez les signatures provenant d'Afrique, d'Abya Yala (Amérique latine)<sup>1</sup>, de Turtle Island<sup>2</sup> (Amérique du Nord), d'Asie, du Moyen-Orient, d'Europe ainsi que d'organisations internationales, telles que le FCE sur notre site <forumcivique.org>.

1. Abya Yala est le nom choisi en 1992 par les nations indigènes d'Amérique pour désigner l'Amérique au lieu de la nommer d'après Amerigo Vespucci.

2. L'île de la Tortue est une façon de désigner la Terre dans les récits de création de certains peuples premiers du Canada et des États-Unis, par extension, désigne l'Amérique du Nord.

nous, au fil des interventions des ministres de ce gouvernement, c'est qu'ils semblent décidés, emportés dans leur propre fébrilité, à taxer «d'ultra-gauche» tout ce qui se met en travers de leur chemin. Au gré des recyclages de cette appellation, elle recouvre désormais presque parfaitement celle d'«opposant·e», toutes catégories confondues. Le gouvernement a en l'espèce tenté d'user d'une double stratégie. D'une main fustiger l'écoterrorisme, les black-blocs, et les activistes écologistes radicaux, accusés de parasiter les «légitimes mouvements pour la préservation de la planète», de l'autre couper sournoisement les vivres à toutes les associations de défense de l'environnement qui se battent pied à pied pour ralentir le cours du désastre écologique. Ainsi, depuis la loi «Séparatisme» ce sont des dizaines d'associations sociales, environnementales et culturelles soupçonnées de ne pas souscrire au «Pacte Républicain», ou juste trop critiques à leur goût, qui se sont vu refuser des financements, inquiétées par les préfetures, bannies des instances de concertation, portées sur de mystérieuses listes noires qui circulent de service en service. Rien ici qui ne nous surprenne vraiment. Ce qui nous sidère, c'est qu'ils puissent penser que ces vieilles ficelles suffisent à mettre un coup d'arrêt à une révolte de fond contre la continuelle destruction du vivant.

### Une grandissante coalition de forces

Au fil des mois, c'est toute une constellation de collectifs d'habitant·es en lutte, d'associations de défense de l'environnement, de fermes, de groupes naturalistes, de cantines populaires, de syndicalistes paysan·nes, de scientifiques en rébellion, de syndicats, de groupes autonomes, de mouvements d'éducation populaire, d'élus·es, de personnes de tous âges et de tous horizons, qui se retrouvent et s'organisent sous la bannière des Soulèvements de la Terre.

## FRANCE

# Mouvements sociaux

**Nul ne peut prédire la situation en France, au moment où vous lirez Archipel, mais quand nous commençons la rédaction, le pays est toujours<sup>1</sup> secoué par des manifestations et des grèves contre la réforme des retraites du président Macron et les images de la répression brutale exercée par les «forces de l'ordre», y compris contre de très jeunes manifestant·es, sont quotidiennement relayées sur les réseaux sociaux. Cette violence s'est également exercée contre les participant·es à l'action contre les Méga-bassines<sup>2</sup> à Sainte-Soline.**

Déjà 70.000 personnes ont signé l'appel<sup>3</sup> contre la dissolution des Soulèvements de la terre (...).

Face aux attaques du gouvernement, des comités locaux se forment partout sur le territoire, affirmant ainsi que rien ne peut arrêter une révolte de fond contre la continuelle destruction du vivant.

Mardi 28 mars, alors que les manifestations contre la réforme des retraites battaient leur plein dans toute la France, parcourues de gestes de solidarité pour les blessé·es de la répression à Sainte-Soline, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a annoncé entamer une procédure de dissolution à l'encontre des Soulèvements de la Terre. La procédure a été lancée ce 29 mars. Cette annonce vise à répondre au déluge de critiques adressées au déplorable pilotage du maintien de l'ordre en France depuis quelques semaines. La manifestation de Sainte-Soline contre les méga-bassines et l'accaparement de l'eau, samedi 25 mars, n'était à cet égard que le point d'orgue d'une partition macabre, entamée il y a plusieurs semaines, pour rappeler qu'il ne fait plus bon aujourd'hui sortir de chez soi pour manifester son opposition à la politique du gouvernement. Nous pleurons aujourd'hui toutes et tous les blessé·es du 25 mars et veillons les deux manifestants plongés dans le coma entre la vie et la mort. Nous pensons à toutes celles et ceux qui ont dû faire face à un dispositif militaire

conçu pour terrifier au risque de tuer. Un dispositif d'une brutalité inouïe, allant le jour même jusqu'à l'obstruction de l'arrivée des secours, pour protéger un symbole, celui de leur autorité, envers et contre toute raison.

### Mutuler et dissoudre

La dissolution, cette nouvelle manœuvre du ministre de l'Intérieur pour tenter de faire oublier la brutale répression qu'il a orchestrée est un peu trop grossière. Le projet de dissolution avait en effet «fuité» dans la presse depuis un article du Parisien du 20 décembre 2022, premier d'une série d'articles trop soutenue pour être hasardeuse, sur le profil des militant·es écologistes radicaux, sur ces mouvements ou ces territoires qui «s'éloignent des règles de la République». Ce que nous compre-



«Pas de LBD depuis les quads? Et de la légitime défense?» photo Louis Vuitter, Ste Soline, mars 2023

Et ça, rien n'est en mesure de le dissoudre. En réalité aujourd'hui, c'est ce gouvernement que la majorité des habitant·es du pays voudrait voir dissous. Alors, pour donner un peu de chair à leur inquisition, nous allons, nous qui signons cette tribune et toutes celles et ceux qui ne manqueront pas de nous rejoindre, rendre publique notre appartenance aux Soulèvements de la Terre. Nous serons donc dans les rassemblements de solidarité avec les blessé·es de Sainte-Soline et pour que cessent les violences policières, (...) comme nous participerons aux comités locaux des Soulèvements de la Terre que nous appelons aujourd'hui à créer partout sur le territoire et au-delà. Nous nous soulevons toutes et tous contre la vision du monde et de la vie que ce gouvernement incarne, contre le saccage des milieux naturels, la disparition des terres arables, l'accaparement de l'eau, l'augmentation de la durée de cotisation qui

n'est que le paravent de l'injuste partage des richesses, contre les mutilations parfois fatales qu'ils infligent depuis trop longtemps à nos ami·es, à nos enfants, à nos camarades. Nous nous soulevons, chacun·e depuis notre endroit, chacun·e à notre manière. Le mouvement des Soulèvements de la Terre ne peut pas être dissous car il est multiple et vivant. On ne dissout pas un mouvement, on ne dissout pas une révolte.

**Nous appelons toutes et tous à nous rejoindre pour rendre caduque cette tentative d'étouffement. Nous sommes, toutes et tous ensemble, les Soulèvements de la Terre.**

1. Voir *Archipel* N°323 «France: l'âge de la retraite on s'en fout» de mars 2023.

2. Voir *Archipel* N°320 «France: Soulèvement de la terre», de Bernard Schmid, journaliste et juriste, de décembre 2022.

3. <https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/nous-sommes-les-soulevements-de-la-terre>

Ce n'est pas l'histoire qui se répète... Nous sommes toujours dans le présent quand nous regardons l'anéantissement de Marioupol huit ans après celui d'Alep. La Russie a utilisé la Syrie comme un véritable laboratoire de guerre. Sans gêne, le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, a pu affirmer que deux cent dix nouveaux prototypes d'armes ont été «testés» par l'armée russe en Syrie. Les mêmes pilotes militaires que ceux envoyés en Syrie pour «s'entraîner» au bombardement des populations locales sont aujourd'hui mobilisés dans la guerre en Ukraine. L'impunité dont bénéficie toujours le régime de Poutine concernant l'intervention de son armée en Syrie est l'une des raisons qui expliquent l'audace avec laquelle il a lancé une guerre totale en Ukraine.

À côté de la stupéfaction, nous avons également vu les réactions d'une certaine gauche radicale déterminée à nier la réalité des choses afin de conserver un pseudo anti-impérialisme hérité de la guerre froide. Les «anti-impérialistes» qui ont défendu le régime de Bachar al-Assad au lieu de soutenir les expériences révolutionnaires d'auto-organisation en Syrie sont les mêmes qui défendent aujourd'hui Poutine sous prétexte qu'il incarnerait, tout comme le régime syrien, la résistance contre l'impérialisme occidental. Malheureusement, cet anti-impérialisme manichéen et abstrait, en plus de prendre le parti des régimes autoritaires et sanglants, refuse d'entendre les voix des personnes directement concernées par les événements et activement impliquées sur le terrain.

Les textes réunis ici parient sur l'importance du geste inverse: les auteures vont chercher les analyses, les récits et les impressions des personnes qui s'organisent sur place, dans plusieurs domaines et à de multiples endroits. Pourquoi faut-il écouter ces voix-là en priorité? Même s'il est toujours souhaitable de tenter de comprendre les intérêts économiques, diplomatiques et militaires des grandes puissances, se contenter d'une lecture géopolitique de la situation pousse à se déconnecter des réalités vécues depuis le terrain. Cela conduit à éclipser les protagonistes ordinaires du conflit, ceux et celles qui nous ressemblent, ceux et celles à qui l'on peut s'identifier, ceux et celles que l'on peut soutenir. Se reposer essentiellement sur le discours de médias dominants (qu'ils soient pour ou contre l'OTAN, pour ou contre l'Union européenne) et leurs cortèges d'expert·es, qui ont généralement si peu (voire pas) de liens avec la situation qu'ils «commentent», accentue parfois l'état de confusion sans permettre de poser les questions pertinentes.

Ce livre apporte des éléments précieux pour commencer à comprendre et à penser ce qui se déroule en Ukraine, non seulement depuis l'invasion russe, mais aussi depuis la révolte de Maïdan. Ici, il ne s'agit pas de faire parler des spécialistes, mais plutôt de

## KIOSQUE

# Bezborijja, chroniques d'un voyage en Ukraine\*

Entre le 20 mars et le 20 avril 2022, un mois presque, jour pour jour après le début de l'invasion russe, je suis parti en Ukraine avec un groupe de neuf personnes. À notre arrivée, Kyiv est encore à portée de l'artillerie russe. D'Irpin à l'Est de Brovary, la campagne est largement occupée par l'envahisseur et à Marioupol, le bataillon Azov est encore loin de se rendre. *Bezborijja, chroniques d'un voyage en Ukraine* est un recueil composé de photographies et de textes écrits pendant ce voyage et dont la plupart ont été publiés en temps (presque) réel sur le site *Ici Transcarpatie Nouvelles d'Ukraine*<sup>1</sup>, à l'exception de l'entretien avec des Ukrainiennes originaires de Lougansk, paru sur *Lundimatin*<sup>2</sup> en août 2022, et de deux textes inédits: une préface de la Cantine syrienne<sup>3</sup> (publiée ci-dessous) et un texte de Juliette.

Au nom de la «guerre contre le terrorisme», Vladimir Poutine annonce le 30 septembre 2015 l'intervention militaire russe en Syrie aux côtés du régime génocidaire de Bachar al-Assad. La présence de l'armée russe en Syrie est alors décisive pour vaincre militairement le mouvement de révolte populaire déclenché en 2011. Au-delà des désastres politiques et humains dans le pays, l'intervention russe eut des conséquences dépassant largement les frontières nationales de la Syrie.

Quand les atrocités commises par l'armée de Poutine en Syrie (et ailleurs) trouvent comme réponse l'hypocrisie et l'impuissance de la «communauté internationale», personne ne devrait s'étonner de la poursuite franche et décomplexée de la politique

meurtrière et impériale du régime russe, cette fois-ci en Ukraine. Pourtant, l'invasion de l'Ukraine a suscité une vague de stupéfaction, notamment en Europe. Comme s'il existait une incapacité cognitive à percevoir la possibilité d'une guerre, au sens classique, sur les sols européens. La guerre en Europe, avant l'invasion de l'Ukraine, faisait partie de l'histoire. Mais le passé a-t-il cessé un jour de se réintroduire dans le présent?

Dès les premiers jours de la guerre en Ukraine, les révolutionnaires syriennes ont bien compris ce qui allait suivre: attaques aveugles, ciblage de localisations civiles, doubles frappes visant les secouristes et surtout futilité des «solutions diplomatiques» portées par les États ou orchestrées par les «Nations unies».

### Archipel

Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le Forum  
Civique Européen

#### France:

St Hippolyte, F-04300  
Limans  
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98  
fr@forumcivique.org

#### Autriche

Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla  
Tél: 43 (0)42 38 87 05  
at@forumcivique.org

#### Allemagne:

Ulenkrug, Dorfstr. 68  
D-17159 Stubbendorf  
Tél: 49 (0)39 959 23 881  
de@forumcivique.org

#### Suisse:

Boîte postale 1848,  
CH-4001 Bâle  
Tél: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

#### Ukraine:

vul. Peremogi 70  
UKR-90440 Nijne Selischtsche,  
Tél: 00380/31 42 512 20  
ua@forumcivique.org

Mai 2023 - Nr. 325 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490

Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - [www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

recueillir et d'écouter les voix de celles et ceux qui font face dans leur quotidien aux conséquences du conflit. Depuis 2014 pour certain·es.

En plus des entretiens menés avec des personnes rencontrées sur place, le livre rassemble des notes de voyage écrites par ceux et celles venu·es soutenir. Les descriptions des géographies et réalités traversées donnent un aperçu de l'ampleur et de la diversité des expériences d'auto-organisation en temps de guerre. Une des questions fondamentales que ce livre nous pousse à réfléchir est la suivante: comment continuer à faire exister, en temps de paix, le même niveau d'auto-organisation que celui dont fait preuve la résistance populaire en Ukraine actuellement? Comment faire durer l'entraide dans et entre différents territoires une fois que les crises et leurs effets se stabilisent? Comment maintenir en vie les structures autonomes ayant émergé pour répondre aux nécessités matérielles une fois que l'urgence est moindre?

En Ukraine comme ailleurs, il est crucial de poser ces questions dans un monde où les catastrophes écologiques, politiques, économiques et sociales ne cessent de se multiplier. Si nous voulons construire des avenir où les peuples auront le pouvoir de se sauver par eux-mêmes au lieu de dépendre des États et des «grandes puissances», il est d'autant plus essentiel de faire circuler idées, matériel, personnes et savoir-faire entre différentes géographies. Nous ne pouvons pas nous contenter de trouver des réponses aux urgences ou aux crises. Il nous faut, de manière continue, construire des relations d'entraide, d'apprentissage et de complicité qui dépassent les frontières des identités et des nations. Non comme une éthique abstraite, mais comme une stratégie révolutionnaire. Ce livre et le voyage qui en a permis l'écriture est un excellent exemple de l'internationalisme par le bas que nous défendons et essayons de raviver depuis la France.

Espérons que nous continuerons à chercher en Syrie, en Ukraine et ailleurs, des expériences de la même tonalité que celles que permet de découvrir cet ouvrage.

Les éditions Burn-août

\* En pdf sur le site de la maison d'édition Burn-Août: <http://editionsburnaoût.fr/>

1. <<https://icitranscarpatie.wordpress.com/>>
2. <<https://lundi.am/Nous-penchions-pour-la-democratisation-du-pays-plutot-qu-un-retour-a-l-Union>>
3. La Cantine syrienne de Montreuil est un espace transnational de rencontres et d'entraide impulsé par des révolutionnaires syrien·nes en exil et des militant·es internationalistes à Montreuil. Depuis 2019, en plus des repas solidaires hebdomadaires, la Cantine syrienne organise des moments de discussion et de partage pour réfléchir aux expériences des soulèvements populaires des dernières années avec ceux et celles actif·ves sur le terrain. (D'après <<https://cantinesyrienne.fr/qui-sommes-nous>>).

UKRAINE / KRAMATORSK

# Un projet avec des enfants

**Boutcha, Marioupol, Kherson, Severodonetsk, Bakhmout et aussi Kramatorsk. Des villes inconnues il y a encore un an, maintenant – à cause de la guerre – nous savons où elles se trouvent. Mais l'exposition *Vidkritki* nous montre une autre image de Kramatorsk. Des enfants s'y souviennent de leurs lieux préférés, tels qu'ils étaient avant la guerre: pleins de lumière et de souvenirs affectueux.**

Nastya, Ania et Genia\*, trois jeunes artistes du Donbass, ont travaillé avec des enfants à Kramatorsk, une ville située à seulement 50 km de Bakhmout. L'exposition des œuvres d'art que nous avons organisée en mars à Greifswald, dans le nord-est de l'Allemagne, nous donne également un aperçu de la manière dont ces trois jeunes voient la vie aujourd'hui et comment elle se déroule, loin des images d'actualité que nous connaissons. Dans leurs représentations, la guerre reste systématiquement à l'arrière-plan. Un collage de photos de la vie quotidienne et d'images peintes par les enfants nous montre la diversité de leur ville: des installations industrielles à côté de quartiers résidentiels, une ancienne maison de pionniers avec une mosaïque soviétique qui est aujourd'hui une maison de la culture avec le drapeau ukrainien, ou encore un marchand de glaces, un pigeonnier de marque artisanale dans une arrière-cour ainsi que des parcs.

Les trois artistes ont vécu à Louhansk jusqu'en 2014. Avec la guerre d'agression russe de 2022, iels ont perdu une deuxième fois leur lieu de résidence à Severodonetsk et vivent désormais dans la région de Lviv et en Transcarpatie. Avec leurs expériences personnelles de perte de leurs lieux préférés, iels nous guident à travers l'exposition. Iels nous montrent comment les enfants ont peint les tableaux et comment iels perçoivent leur ville. La nuit, dans une rue non éclairée, une personne munie d'une lampe de poche apparaît, comme une luciole, et un magasin brille comme une étoile dans l'obscurité. Les enfants sont des créateurs d'art et non plus des victimes de la guerre. Iels nous montrent comment iels pêchent, patinent, vivent l'été dans leur cabane de jardin ou encore où se trouvent les roses les plus odorantes de la ville. La lumière des bougies et les générateurs de secours restent en arrière-plan. Certains enfants racontent ce qu'ils ont dessiné. Dans ces enregistrements audio, on entend des voix d'enfants joyeux, fier·es de leurs tableaux. L'exposition ouvre également un espace interactif pour le postcrossing: des cartes postales, telles que celles peintes par les en-

fants ukrainien·nes, peuvent être conçues par les visiteur·euses et envoyées à Kramatorsk. Le projet sera également présenté dans différentes écoles de Greifswald au cours des prochains mois.

## Nastya, Ania et Genia racontent

Notre voyage en train jusqu'à Kramatorsk a duré deux jours et nous avons dû changer deux fois de train. Comme il n'y avait pas de correspondance adéquate, nous avons passé une nuit à Kyiv. (...) A notre arrivée à Kramatorsk, nous ressentons la terreur provoquée par les tirs de roquettes quelques heures plus tôt. Les sirènes de la protection aérienne nous accompagnent tout au long de la soirée et nous nous inquiétons de savoir si quelqu'un va faire quelque chose avec nous. Mais personne ne se soucie de cette musique de fond. Dans la ville, des soldats circulent à pied et en voiture. Même les magasins et les cafés qui sont encore ouverts semblent être là en premier lieu pour l'armée. (...) Dans une cour intérieure protégée par de hauts murs, nous voyons comment des repas chauds sont distribués à la population en difficulté. (...)

C'est finalement dans le petit centre culturel Tato Hub que nous organisons notre atelier. C'est le dernier endroit à Kramatorsk où des activités en situation **réelle** sont proposées aux enfants. Les écoles sont depuis longtemps en mode virtuel. (...) Sascha, le directeur du Tato Hub, qualifie le travail actuel d'exercice d'équilibriste entre le besoin urgent de loisirs culturels pour les gens et le souci de leur intégrité physique. En fait, tout rassemblement est interdit dans le Donbass.

Nous avons travaillé avec 15 enfants âgé·es de 5 à 18 ans. Certain·es viennent au Tato Hub chaque week-end, d'autres sont venu·es spécialement pour notre atelier pour la première fois. Deux des enfants souffraient d'infirmité motrice cérébrale et étaient accompagné·es par leur mère, qui se sont fortement impliquées. Nous avons proposé aux enfants de réaliser des cartes postales sur leurs endroits préférés de la ville. En plus des images, nous leur avons demandé de raconter ou d'écrire une histoire sur ces lieux. Les deux jours de création ont été très enrichissants. Les enfants étaient très ouvert·es et nous nous sommes amusé·es ensemble, mais il y a aussi eu des moments de défi. Une fillette racontait une histoire intéressante sur ses amies lorsqu'elle s'est soudain mise à pleurer. C'est peut-être à ce moment-là qu'elle a réalisé qu'elle ne les reverrait plus jamais. La petite fille s'est rapidement ressaisie et a raconté d'autres histoires moins traumatisantes. À l'avenir, nous voulons être mieux préparé·es au cas où un enfant se souviendrait d'une expérience très

## ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ....N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: ..... Adresse: .....

Pays: ..... Profession/Organisation: .....

Téléphone: ..... Mail: .....

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40\_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

triste. (...) Nous serions ravis si un·e pédo-psychiatre pouvait nous aider lors de nos futures interventions. (...)

### Ce que nous faisons

Nous scannons les dessins, écrivons les récits des enfants en ukrainien et en anglais. Nous préparons les dessins pour l'impression sur des cartes postales. La première série a été imprimée pour l'exposition à Greifswald. Après notre retour de Greifswald et avec les cartes postales imprimées, nous sommes retournés le plus vite possible chez nos jeunes ami·es de Kramatorsk. Nous leur avons apporté les cartes postales et les avons envoyées à leurs connaissances et à leur famille. Nous avons maintenant quelques projets pour l'avenir proche: nous devons trouver un·e psychologue pour nous aider à travailler avec les enfants traumatisés·es. Nous voulons également travailler avec des enfants locaux et des enfants réfugiés·es à Nijni Selichtché et à Lviv, où de nombreux enfants de Kramatorsk vivent dans un centre d'accueil pour réfugiés·es. En outre, nous voulons acheter un enregistreur audio et constituer un «sac de voyage créatif» avec du matériel de peinture.

Vidkritki est un projet utopique, visant à se souvenir des lieux préférés de l'enfance – sans violence, sans haine et sans peur. Il s'inscrit dans un processus de recherche d'une identité perdue. Et il s'agit aussi de préserver et de réfléchir à un moment historique.

Polar Bear et Remo Wyss

\* Nastya Malkina: artiste et illustratrice, activiste et déplacée intérieure de Louhansk, organisatrice de plusieurs projets sociaux et artistiques avec des enfants et des jeunes dans les villes du Donbass, membre de l'association d'artistes et de personnes déplacées *Lugansk Contemporari Diaspora*.

Ania Naumkina: autrice de Louhansk, participe à des concours d'écriture, des résidences d'artistes et des lectures, travaille sur le thème du Donbass et de la guerre en Ukraine, participe à des projets créatifs et sociaux de soutien aux enfants.

Evgeni Korolev: artiste de Louhansk, organisateur et participant à de nombreux projets culturels traitant de la guerre en Ukraine, de ses origines et de ses conséquences, membre de l'association d'artistes et de personnes déplacées *Lugansk Contemporari Diaspora*.

## UKRAINE

# Treize ans de détention

**Nous avons été choqués d'apprendre que notre ami Maksym Butkevych<sup>1</sup>, militant des droits humains et journaliste ukrainien, a été condamné par un tribunal de Louhansk, ville occupée de l'est de l'Ukraine, à treize ans de détention renforcée dans un camp.**

Après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, Maksym Butkevych s'était porté volontaire dans l'armée. Il est prisonnier de guerre depuis le 24 juin 2022, dans la région de Louhansk. Le 10 mars 2023, le Comité d'enquête de la Fédération de Russie a annoncé que Maksym Butkevych avait été condamné à 13 ans de détention renforcée dans un camp par la Cour suprême de la République populaire de Louhansk.<sup>2</sup> Les médias russes ont montré Maksym devant le juge d'instruction; une vidéo a également été publiée. Il y est très amaigri et semble épuisé. Nous devons supposer qu'il a été torturé pour qu'il fasse des «aveux» préfabriqués dans cette vidéo.

Le tribunal a déclaré Maksym coupable d'usage de la force contre la population civile, d'utilisation de méthodes interdites dans un conflit armé, de tentative de meurtre et de dommages intentionnels à la propriété d'autrui. Il est accusé d'avoir tiré au lance-grenades sur l'entrée d'un immeuble d'habitation à Severodonetsk, dans la région de Louhansk, le 4 juin 2022.

Dans cette affaire clairement construite, il n'existe aucune preuve, hormis les «aveux» mis en scène et filmés du prisonnier. De plus, l'unité Berlingo, à laquelle Maksym appartient, n'a jamais été déployée dans la région de Severodonetsk et n'a pas participé aux combats qui s'y sont déroulés. Il existe de nombreuses preuves que Maksym se trouvait dans les environs de Kyiv, et non dans la région de Louhansk, lors des crimes qui lui sont reprochés.

Avant ce verdict, aucune information sur les accusations portées contre le prisonnier de guerre n'avait été rendue publique, ce qui a empêché d'engager un avocat et la tenue d'un procès équitable. La Fédération de Russie refusant aux observateurs/trices indépendants l'accès aux camps de prisonniers dans les territoires occupés, il n'a pas été possible pour les organisations internationales de contrôler les conditions de détention de Maksym ou de fournir des informations objectives sur son traitement. Tout cela témoigne de la construction délibérée de l'affaire par la Russie dans le but de coller aux membres de l'armée ukrainienne une réputation de criminels de guerre.

Avec ses parents et une large opinion publique internationale<sup>3</sup>, nous demandons la libération immédiate de Maksym Butkevych. Malgré sa condamnation injuste et choquante, nous ne perdons pas l'espoir que Maksym puisse être libéré dans un avenir proche, dans le cadre d'un échange de prisonniers.

Les éditions Syllepse viennent de publier un recueil de ses textes intitulé Maksym Butkevych, libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre <<https://www.syllepse.net>>.

Michael Rössler  
Forum Civique Européen

1. Voir Archipel n°317, septembre 2022: Liberté pour Maksym Butkevych.

2. Deux autres prisonniers ukrainiens - Viktor Pokhozey et Vladyslav Shel - ont été condamnés respectivement à 8,5 et 18,5 ans.

3. Une pétition peut être téléchargée et signée sur notre site <[www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)>. Responsable de la campagne: Sasha Feinberg, nazarova(chez)noborders.org.ua, +380972386386 signal.



Quelques-unes des cartes postales réalisées par les enfants de Kramatorsk. Photo FCE

# Les guerres passent par les ports

**En vertu de la loi italienne 185, article 6, de 1990, qui oblige les entreprises d'armement à demander des licences d'exportation au gouvernement et interdit la fourniture d'armes à des pays en conflit armé, il est en Italie illégal d'expédier des armes à des pays en guerre. Les dockers de Gênes luttent contre le trafic et le transit illégal d'armes. Le C.A.L.P. (Collectif Autonome des Travailleurs Portuaires) dénonce et s'oppose depuis des années aux transits et trafics illégaux, qui passent non seulement par le port de Gênes mais aussi par d'autres ports civils italiens et européens.**

La guerre passe par les ports et, en Italie, principalement par le port de Gênes, qui est devenu un centre logistique du commerce international d'armes étrangères. Selon un itinéraire type, l'armement part des États-Unis, arrive en Europe du Nord, notamment à Gênes, puis se dirige vers l'Égypte, l'un des principaux pays acheteurs d'armes. Les navires font ensuite escale en Turquie, dans le port d'Iskerderun (Alexandrette), à environ 80 km de la frontière nord de la Syrie. D'autres navires vont en Arabie saoudite. Tous les vingt jours environ, les navires «Bahri» de la compagnie nationale saoudienne, font escale dans le port ligurien. Dans leurs soutes, des chars, des hélicoptères, des explosifs et d'autres armes chargées aux États-Unis, destinées au conflit du Yémen. Conflit désigné par l'ONU comme le théâtre d'une immense catastrophe humanitaire dont l'Arabie saoudite est l'un des principaux responsables. Les navires israéliens «Zim» transitent également par le port de Gênes, pour acheminer des armes vendues par les États-Unis, l'Europe et Israël. D'autres encore partent vers la Libye...

Il y a en somme un trafic continu depuis Gênes vers les territoires en guerre les plus connus.

Les dockers de Gênes ont une longue histoire de lutte contre le trafic d'armes et la pratique de la solidarité n'est pas nouvelle, comme par exemple au moment de la guerre au Vietnam ou de la dictature au Chili. Ils s'inscrivent dans une longue histoire, une culture maritime et portuaire dans laquelle le secours et l'hospitalité sont des valeurs fondamentales. C'est pourquoi ils se battent contre la fermeture par le gouvernement des ports à ceux et celles qui fuient les théâtres de guerre, les dictatures et les privations économiques, tout en les laissant ouverts au trafic d'armes. Les combattants de la paix, comme ils aiment à s'appeler, mettent en place des véritables blocages antimilitaristes pour dénoncer le passage d'armes en escale dans le port. Ils bloquent des navires et refusent de charger des armes destinées aux zones de conflit. Grâce à la lutte entamée en mai 2019 et au suivi attentif des dockers, le chargement/déchargement d'armes et d'équipements militaires n'a plus lieu dans le port de Gênes, mais le transit de navires chargés d'armement se poursuit.

Pour les membres du C.A.L.P., le blocage des armes est aussi une question éthique, car, sans sous-estimer la question juridique, ils ne veulent pas être complices des massacres des guerres.

Le C.A.L.P. a été créé par les travailleurs du port de Gênes en 2011, poussés par la nécessité de faire revivre le collectif des doc-

kers. Les membres font tous partie du syndicat U.S.B. (Union syndicale de base), alors que la structure syndicale initiale était la C.G.I.L. (Confédération générale italienne du travail) avec laquelle les divergences politiques sont devenues de plus en plus évidentes. Ils se solidarisent avec les travailleur·euses à faible pouvoir de négociation, c'est-à-dire les ouvrier·es, avec les mouvements antifascistes, les groupes d'étudiant·es et les groupes pacifistes.

Ils ont porté leur bataille juridique au-delà du port, jusqu'au Parlement européen. Ils organisent des conférences internationales pour construire un réseau contre le transit illégal d'armes, sont en relation avec les travailleur·euses d'autres escales portuaires nationales et européennes telles que Livourne, Marseille et Bilbao, avec lesquelles ils ont initié des grèves transnationales, et travaillent également en lien avec diverses associations citoyennes telles que le *Rete Pace Disarmo* (Réseau Paix et Désarmement) et l'observatoire des armements *Weapon Watch*.

L'une des batailles a consisté à attirer l'attention des autorités portuaires de Gênes sur les immenses risques pour la sécurité des travailleur·euses et de la population dus à la manipulation d'explosifs et d'armes dans un port situé dans un contexte urbain densément peuplé, tel que le quartier Sampierdarena. Non seulement les cargaisons d'armes ne sont ni identifiées ni étiquetées, comme des matières dangereuses devraient l'être, mais elles sont parfois d'origine inconnue. Cette logistique floue des armes constitue, entre autres, une violation de l'article 11 de la Constitution ita-

lienne, qui régleme l'export militaire. En substance, sous prétexte de la libre circulation des marchandises, l'État italien laisse passer sans entrave des navires chargés d'armes. En effet, il ne s'agit pas de navires spécifiquement dédiés au trafic d'armes, certainement plus facilement repérables, mais de navires transportant aussi de l'armement vers des contextes géopolitiques spécifiques. Empêcher ce transit illégal est pour le C.A.L.P. la continuation naturelle de la bataille entamée il y a longtemps par une partie de la classe ouvrière, reprenant un fil rouge ininterrompu de batailles internationalistes sur les quais. Et grâce à la bataille des *camalli* (dockers en dialecte génois) qui a débuté en 2014, la lumière a commencé à se faire sur l'illégalité des transports d'armements. Les actions les plus importantes ont été le blocage effectif du port et la grève en 2019, pour dénoncer l'autorisation donnée par le gouvernement italien du transit des navires saoudiens. Grâce à leurs mobilisations, ils ont contribué, en janvier 2021, au blocage par le Parlement européen de l'achat et de la vente de quelque 19.000 missiles par RWM (société italienne du groupe allemand Rheinmetall, fabricant d'armes à feu) destinés aux drones utilisés par l'Arabie saoudite au Yémen. En mai 2021, ils ont tenté de bloquer une cargaison d'armes destinées à Israël en collaborant avec les ports de Livourne et de Naples. Une action qui a créé des problèmes diplomatiques entre l'Italie, Israël et les États-Unis. Les tentatives de criminalisation du C.A.L.P. et de ses actions n'ont pas manqué. En 2021,



«Free world», 2008, Gonçalo Mabunta

la police de Gênes a perquisitionné ses bureaux et certains domiciles, cinq militants ont fait l'objet d'une enquête du parquet de Gênes sur des manifestations antimilitaristes. Ils ont été accusés d'association de malfaiteurs pour des délits allant de la résistance, à l'allumage de fumigènes, au lancement d'objets dangereux et même à l'atteinte à la sécurité publique des transports. Les accusations les plus graves ont été abandonnées. Le 25 février 2023, au cri de «*Baissez les armes et augmentez les salaires*», le C.A.L.P. a appelé à une manifestation nationale. Les dockers ne sont pas restés seuls dans cette action, ils ont reçu le soutien d'une partie importante de la société civile. Dix mille personnes ont défilé à l'intérieur du port génois, du jamais vu auparavant. Un cortège très symbolique, participatif et combatif, dans lequel, les banderoles «*Stop au trafic d'armes dans les ports*», «*Stop aux armes dans le port de Gênes*», «*Plus de mort-es au travail*» et «*Ports fermés à la guerre, ports ouverts aux migrant-es*», défilaient, porteuses d'une grande émotion.

Ces dernières années, le combat du C.A.L.P. a pris une dimension de plus en plus large dans la lutte contre le complexe militaro-industriel. Dénonçant l'OTAN, devenue selon lui le principal vecteur de guerre dans le monde, il réclame sa sortie d'Italie. En effet, depuis les années 1950, l'OTAN a transformé la Sardaigne en une vaste zone militaire dont les infrastructures sont contrôlées par les États-Unis. Ces bases militaires expérimentales causent d'énormes dommages à l'environnement terrestre et maritime, ainsi qu'à la santé humaine, provoquant de graves malformations et des leucémies chez les populations exposées par l'émission de nanoparticules contaminées au thorium et à l'uranium 238.

Ces dénonciations ont pour but d'amplifier la voix de ceux et celles qui s'opposent à l'implication de l'Italie dans de nouveaux conflits. Le commerce des armes s'est développé sans relâche depuis 2003 et l'Italie est le quatrième exportateur d'armes au monde. Les Émirats Arabes Unis, la Turquie et l'Algérie sont les nations pour lesquelles elle produit le plus. Les dépenses militaires annuelles de l'Italie sont estimées à environ 26 milliards d'euros (chiffres de 2017) et augmentent chaque année. Cela représente environ 70 millions d'euros par jour.

Arrêter l'orientation du secteur industriel militaire pour «la défense» est un exploit qui semble impossible à réaliser. Tout comme il est impensable de pouvoir limiter la vente d'armements sans être accusé de vouloir freiner l'économie, et donc le bien-être collectif. L'Italie portera ses dépenses militaires à 2 % du PIB d'ici 2028 (elles sont actuellement de 1,54 %) : un chemin qui, selon le ministre de la Défense Crosetto, devra être parcouru très rapidement, étant donné qu'en 2022, les dépenses de modernisation militaire n'ont pas augmenté d'un euro. Les armes deviennent rapidement obsolètes et doivent être utilisées pour que de nouvelles armes puissent être produites et vendues. C'est la logique du marché. Le moyen le plus simple de se débarrasser des vieilles armes est la guerre, qui est le produit auquel elles sont destinées. Et, précisément sur ce point, le ministre Crosetto insiste : «*L'aide que nous avons ap-*

*portée ces derniers mois à l'Ukraine nous oblige à reconstituer les stocks dont nous avons besoin pour la défense nationale*». Crosetto a été président de la Fédération des entreprises italiennes pour l'aérospatial, la défense et la sécurité (AIAD) de la *Confindustria* (Confédération générale de l'industrie italienne), mais aussi marchand d'armes en tant que président d'*Orizzonte Sistemi Navali*, une société spécialisée dans la conception et la construction d'unités navales militaires, en particulier de corvettes, de frégates et de porte-avions. À présent, en tant que ministre de la Défense, il se fait promoteur de l'envoi d'armes à l'Ukraine.

La décision du gouvernement italien a été de prolonger cet envoi, prévu jusqu'en décembre 2022, jusqu'au 31 décembre 2023. Elle a suscité un large débat parmi l'opinion publique, les politiques et les représentants de groupes sociaux et d'institutions.

En 2022, le C.A.L.P. et l'U.S.B. ont manifesté pour bloquer une cargaison d'armes à destination de l'Arabie saoudite et ont collaboré pour suspendre une livraison d'armes camouflées en aide humanitaire quittant l'aé-

roport de Pise à destination de l'Ukraine.

La lecture de la guerre en cours en Ukraine reste difficile.

Les choix politiques et militaires faits par les gouvernements européens en réponse à l'invasion russe font l'objet d'opinions divergentes. Donner à l'Ukraine la possibilité d'exercer son droit à l'autodéfense, ou arrêter l'envoi d'armes pour ne pas rendre la guerre de plus en plus intense, étendue et meurtrière?

Rendre plus sévères les sanctions économiques contre la Russie notamment en matière de pétrole et de gaz? Mais comment ne pas nuire aux économies italiennes et européennes?

Investir dans la diplomatie comme alternative à une évolution dramatique de la situation?

Pour que ces dichotomies ne restent pas stériles, il convient d'analyser ces questions en conscience des intérêts politiques, géopolitiques et économiques internationaux aussi liés à la production d'armes.

Valentina Malli  
membre FCE - Italie

## TURQUIE/ELECTIONS

# L'intronisation d'Erdogan est-elle imminente?

**Le 14 mai, des élections législatives et présidentielles auront lieu simultanément en Turquie – des élections chargées d'histoire. Deux hommes, dont les traditions et les tempéraments ne pourraient pas être plus différents, déterminent la course qui est généralement considérée comme porteuse d'avenir pour ce pays situé à l'extrême sud-est de l'Europe: l'actuel président Recep Tayyip Erdoğan et Kemal Kılıçda-roğlu, président du Parti républicain du peuple (CHP). Le résultat des élections sera largement déterminé par les Kurdes.**

Depuis sa première victoire électorale à la tête du gouvernement en 2002, Recep Tayyip Erdoğan a fait de grands rêves: au tournant du millénaire, il s'est promis d'entrer dans l'histoire de son pays comme le «grand réformateur» et de remplacer le fondateur de la République Kemal Atatürk comme père de la nation dans le cœur de son peuple.

### Les changements d'Erdogan

Cet islamiste pratiquant, originaire de la région conservatrice de la mer Noire, est devenu le moteur d'un processus de démocratisation époustoufflant: son gouvernement a aboli la peine de mort, dissous les tribunaux d'exception qui avaient envoyé des dizaines de milliers de dissident-es derrière les barreaux après le coup d'État militaire de 1980, et les articles sur le muselage ont été supprimés de la loi sur la presse. Un nouveau code civil a accordé pour la première fois aux femmes l'égalité dans la famille. Et il a mis fin au Conseil de sécurité dominé par les généraux qui se comportait jusqu'alors comme un centre de pouvoir parallèle, comme un État dans l'État. Erdoğan et son équipe s'ef-

forçaient encore de prouver au monde, à travers l'exemple de la Turquie, que l'islam et la démocratie étaient compatibles.

Au plus tard en 2015, Erdoğan avait définitivement tourné le gouvernail de la Turquie vers l'Est: soutenu par un bloc de soi-disant «Eurasiens», dans lequel sont représentés le Parti du mouvement nationaliste (MHP) d'ultra-droite et des officiers kémalistes nationalistes extrémistes, il a dès lors nourri l'ambition de transformer la Turquie en une puissance hégémonique, comme autrefois l'Empire ottoman. Des rêveurs de grande puissance peuplent désormais le palais nouvellement construit et ses 1000 pièces. En politique intérieure, cette ère est marquée par un système présidentiel dans lequel un seul homme, Recep Tayyip Erdoğan, est habilité à avoir le dernier mot. En politique étrangère, le bloc des Eurasiens s'est principalement orienté vers la Russie et la Chine, menaçant les pays voisins de guerre.

### Une république vulnérable

Le 29 octobre prochain, la République de Turquie fêtera son centenaire. Mais le pays

semble aujourd'hui vulnérable, plus vulnérable que jamais. Sous la direction des Eurasiens, les réformes de la première ère d'Erdoğan ont été abrogées et l'État de droit a été érodé. La torture et la mort dans les commissariats sont à nouveau à l'ordre du jour, la presse et la justice sont mises au pas. Le cercle le plus proche d'Erdoğan, jusqu'à sa propre famille, est accusé de corruption grave. Une inflation qui a oscillé pendant des mois autour de la barre des 85 %, même selon les données officielles, a épuisé la population. Et puis il y a eu le tremblement de terre dévastateur, auquel le gouvernement a réagi trop tard, trop timidement. Selon les observateur/trices, c'est précisément ce qui a constitué la goutte d'eau qui a fait déborder le vase: «Trop c'est trop», a commenté le sociologue turc Cengiz Aktar lors d'un entretien. «Sans une grande fraude électorale, Erdoğan ne pourra plus gagner ces élections».

Certaines observateur/trices appellent encore à la prudence: Erdoğan est un formidable tribun populaire qui a su attirer une grande partie de la population dans le sillage de ses rêves et de ses illusions. Depuis 2003, il n'a pas perdu un seul tour de scrutin. Kemal Kılıçdaroğlu n'a ni le charisme rhétorique d'Erdoğan, ni son habileté politique, estime le célèbre journaliste turc Yavuz Baydar.

## Un Alevi kurde à la tête du pays

À première vue, Kılıçdaroğlu, 74 ans, donne en effet l'impression d'un homme réservé, qui essaie avec une extrême prudence de ne pas briser de porcelaine. Son expérience est également très différente de celle d'Erdoğan: Kılıçdaroğlu est originaire de la province de Dersim (Tunceli en turc) et c'est un Alevi kurde. Il porte donc les traumatismes de deux minorités – l'une religieuse et l'autre ethnique – qui ont souvent été victimes de la répression étatique la plus brutale depuis la création de la République de Turquie.

La campagne contre la révolte kurde de Dersim en 1938, lorsque l'armée de Kemal Atatürk bombardait les gens depuis les airs, les gazait dans des grottes et les empalait à la baïonnette pour, comme on disait alors, ne pas gaspiller de balles, marque encore largement la conscience collective des habitant·es. Selon l'anthropologue néerlandais Martin van Bruinessen, Kılıçdaroğlu serait issu de la tribu des Kureysan. Cette tribu fournit aujourd'hui encore les chefs religieux des Alévis, les Dedes. Le légendaire leader de 1938, le cheikh Rıza, est un membre de cette tribu, a expliqué van Bruinessen à la plateforme internet al-Monitor.

Après l'écrasement de la rébellion de Dersim en 1938, la doctrine des nationalistes kémalistes selon laquelle il n'y a «qu'un seul État, un seul drapeau, une seule langue» en Turquie, à savoir le turc, a été imposée d'une main de fer. Et l'existence de minorités dans l'espace anatolien, comme les Kurdes ou les Alévis, a été strictement niée.

Kılıçdaroğlu a pris la tête du CHP en 2010, alors que le parti kémaliste, en proie à une crise idéologique sans précédent, menaçait de se déchirer complètement. Au cours de ses 12 années à la tête du CHP, ce président plutôt incolore n'a jamais réussi à remporter une campagne électorale contre Erdoğan. Il a tou-

tefois réussi à sauver son parti d'une scission. Ce Kurde alevi a également réussi à briser en silence le tabou des partisans de la ligne dure kémaliste, selon lequel leur parti fondé par Kemal Atatürk ne peut être dirigé que par des Turcs. Lors de ces élections, il se présente en premier lieu avec la promesse d'abolir le système présidentiel introduit par Erdoğan et de ramener la Turquie à une démocratie parlementaire. Il est soutenu par la «table des six», une coalition de six partis. Il est respecté par la société en tant que Monsieur Propre.

Les observateur/trices politiques prédisent que Kılıçdaroğlu et Erdoğan seront au coude à coude. Iels s'accordent également à dire que les voix des électeur/trices kurdes auront une influence déterminante sur le résultat final de ces élections critiques. Que proposent les deux adversaires aux Kurdes de leur pays?

Durant son ère de réformes, Erdoğan avait d'abord fait des concessions aux Kurdes en autorisant des cours de kurde facultatifs dans les écoles et la création d'une chaîne de télévision publique kurde, TRT Kurdi. En 2013, il avait même osé un cessez-le-feu avec le Parti des travailleurs (PKK), ce qui semblait jusqu'alors totalement impensable dans la politique de la Turquie. Le PKK avait commencé la lutte armée contre l'État turc en 1984, afin d'imposer dans un premier temps un État indépendant pour les Kurdes de Turquie. Les Kurdes sont plus de 15 millions et constituent la plus grande minorité du pays. Aujourd'hui encore, leur identité n'est pas reconnue par l'État. La guerre, qui n'a jamais été déclarée officiellement, a causé beaucoup de souffrances au pays et a coûté un lourd tribut en vies humaines, en ressources financières, en prestige et en estime de soi. L'année 2013 avait promis la paix pour la première fois à des générations de jeunes Kurdes qui n'avaient connu que la guerre toute leur vie. Le seul parti pro kurde légal de Turquie, le Parti démocratique du peuple (HDP), avait fait son entrée au Parlement pour la première fois lors des élections du milieu des années 2010, notamment grâce à son président, Selahattin Demirtaş, très populaire, plein d'humour et habile dans sa rhétorique.

## La vengeance d'Erdoğan

Ensuite, il y a eu ce que les Kurdes de Turquie appellent «la vengeance d'Erdoğan»: il a mis fin aux pourparlers de paix avec le PKK, apparemment parce que Demirtaş n'était pas prêt à soutenir les projets présidentiels d'Erdoğan. Erdoğan a conclu une alliance gouvernementale avec le parti d'extrême droite MHP et est devenu le plus ardent défenseur de la doctrine qui n'accepte en Turquie que la nation et la langue turques. La guerre a éclaté contre les Kurdes en Turquie, en Syrie et dans le nord de l'Irak. Son adversaire kurde Demirtaş a été arrêté en 2016 et accusé de soutenir le terrorisme. Il est depuis lors en détention provisoire. Comme Demirtaş, des milliers de politicien·nes et de partisan·nes du HDP se sont retrouvé·es depuis lors derrière les barreaux, le parti avance le chiffre de plus de 10.000.

Aujourd'hui, Erdoğan n'a pas grand-chose à offrir aux Kurdes. Même les tribus kurdes conservatrices, qui ont constitué pendant des décennies la base stable du parti d'Erdoğan dans le sud-est, se détournent en masse de

lui: «Les tribus conservatrices quittent désormais Erdoğan parce que leur situation économique est catastrophique, parce qu'Erdoğan a conclu une alliance avec le MHP et parce qu'il a abandonné toute prétention de résoudre la question kurde par des moyens démocratiques», a déclaré à la presse Vahap Çoskun, un analyste politique respecté de Diyarbakir.

## Amnistie générale en perspective

Et Kılıçdaroğlu? Jusqu'à récemment, il soutenait le principe de toute attaque politique et militaire contre les Kurdes de Turquie, d'Irak et de Syrie. Lors de la campagne électorale de cette année, il n'a pas fait directement référence à la question kurde. Mais ce qu'il promet aux électeur/trices, quelles que soient leurs origines ethniques ou religieuses, c'est l'instauration d'un ordre libéral en Turquie, dans lequel personne ne devrait plus craindre d'être poursuivi pour ses opinions, d'être emmené en prison à l'aube, d'être torturé ou d'être exproprié arbitrairement.

Lors d'un entretien avec les dirigeants du HDP, il leur aurait en outre laissé entrevoir une amnistie générale pour les prisonniers politiques. D'innombrables journalistes et politiciens du HDP tels que Selahattin Demirtaş ainsi que des défenseurs des droits humains, tels que Osman Kavala, seraient ainsi libérés. Les pratiques telles que les interdictions arbitraires de partis doivent cesser et l'interdiction de partis doit être rendue plus difficile. Il est de la responsabilité historique de chacun de «voter contre le règne d'un seul homme, d'Erdoğan», a déclaré la direction du HDP.

## Un espoir de paix

La seule perspective d'une fin possible de l'ère sombre d'Erdoğan a fait naître un espoir de paix dans la région. Après le terrible tremblement de terre de février dernier, le PKK avait annoncé un cessez-le-feu unilatéral. «Ne croyez pas les mensonges d'Erdoğan», a tweeté Selahattin Demirtaş depuis sa prison. «La réconciliation et la paix sont possibles». Il a promis de tout mettre en œuvre pour que le PKK dépose complètement les armes en Turquie.

«L'enjeu n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui», conclut Amberin Zaman, elle aussi une experte renommée de la Turquie. «Ces élections détermineront si la Turquie poursuit sa descente vers la dictature sous Erdoğan. Ou si, pour le centenaire de son existence, elle parviendra, sous le silencieux Kılıçdaroğlu, à combler les profondes divisions de la société, à surmonter les vieux traumatismes et à oser pour la première fois franchir le pas vers une véritable démocratie».

Amalia Van Gent\*

\* Journaliste et autrice, elle est spécialiste de la Turquie (où elle a vécu pendant 20 ans) et des pays du Caucase. Elle est en outre une excellente connaissance de la situation du peuple kurde au Moyen-Orient. Cet article a également été publié en avril 2023 dans <Infosperber.ch>, page web de la «Fondation suisse pour la promotion de l'information indépendante», une organisation d'utilité publique et membre fondateur de l'association Verband Medien mit Zukunft qui promeut le journalisme indépendant et défend ses intérêts.